

Embargo russe : la commission irresponsable !!!

Un chiffre : 750 000 tonnes

750 000 tonnes de viande et produits porcins sont expédiées par an des pays de l'UE vers la Russie. La Russie est le principal débouché pays tiers des entreprises européennes. Les tonnages exportés représentent 24 % des exportations totales pays tiers !!

Face à la décision de suspension des importations de l'UE après la découverte de sangliers atteints de PPA (Peste Porcine Africaine) en Lituanie, la commission européenne tergiverse. La commission, à son plus haut niveau, s'est fâchée avec le Président de la Russie la semaine passée à l'occasion du sommet UE/Russie. Ne faut-il pas voir dans la décision de suspendre les importations de toute l'UE une réaction / sanction de la Russie irritée par l'arrogance de la commission sur des sujets de politique générale ?

La commission doit prendre les mesures adéquates pour rapidement ramener la Russie dans les négociations. Si tel n'était pas le cas, le MPB demande à la France de négocier en urgence un accord bilatéral avec la Russie.

Il ne fait pas de doute que la France et plus particulièrement son bassin principal de production, situé à plus de 2 500 km de la Lituanie, a des arguments pour justifier aux russes des garanties sanitaires sur la base d'une production de viande issue de porcs nés, élevés, abattus en France.

Les producteurs de porcs sont absolument consternés des conséquences de cet embargo et ils rappellent à l'occasion à la commission que l'exercice 2013 est déficitaire pour l'éleveur produisant au coût de production moyen contrairement aux affirmations de ladite commission qui considère que le cours du porc peut baisser !!

Le summum de l'incompétence est atteint à Bruxelles. Les fonctionnaires européens, payés par le producteur contribuable, doivent rapidement dire s'il faut continuer à produire du porc en Europe de l'Ouest.

D'un côté, ils sont capables d'autoriser l'importation de viande canadienne et bientôt américaine, pour déstabiliser le marché intérieur européen, et d'un autre côté, ils sont capables de fâcher l'ensemble de l'Europe avec les russes, pour des raisons qui ne concernent absolument pas le commerce. Et enfin, cerise sur le gâteau, ces fonctionnaires font barrage à la communication sur l'origine nationale des viandes produites et commercialisées.

Une vraie question se pose :

Servent-ils

ou desservent-ils

les intérêts globaux des européens ?